

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 21 (1995)

Heft: 2

Artikel: La notion d'interaction sociale : à la recherche d'une synthèse conceptuelle

Autor: Koleva, Svetla

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814768>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA NOTION D'INTERACTION SOCIALE : À LA RECHERCHE D'UNE SYNTHÈSE CONCEPTUELLE

Svetla Koleva

Institut de sociologie de Sofia
Académie Bulgare des Sciences

La tentative de remise en perspective sociologique de la notion d'interaction sociale que nous nous proposons d'entreprendre ici s'appuie sur les principales observations suivantes :

Premièrement, l'emploi de cette notion dans la terminologie sociologique est particulièrement vaste, presque illimité, sous-tendu par des définitions floues, ambiguës, très souvent intuitivement perçues et non formulées. Sans équivalent empirique immédiat et strict, la notion cherche à désigner plusieurs processus de relation dynamique entre agents ou acteurs sociaux aussi bien individuels que collectifs. Ainsi se crée l'impression d'un terme décrivant une multitude de phénomènes plutôt qu'une réalité de nature commune, et appelant une pluralité de théories comprenant ce même objet d'étude, entendu de façon différente.

Deuxièmement, la notion d'interaction sociale fait partie de plusieurs modèles interprétatifs et explicatifs de la réalité sociale ayant un degré différent d'adéquation à la situation étudiée. De façon simplifiée, nous pouvons admettre que tout au long de la tradition sociologique en Occident la notion en question se situe plutôt au niveau microsocial, tandis que dans la vision marxiste des pays est-européens celle-ci a été placée au niveau macrosocial. Cette notion devient ainsi un moyen d'analyse pour des chercheurs d'orientations théoriques et méthodologiques différentes, et sert à expliquer aussi bien les processus interpersonnels de communication et de conflit que les grands mouvements sociaux de lutte des classes et de confrontation idéologique entre les deux systèmes politiques tels le capitalisme et le socialisme. Une question pourtant demeure : d'où provient la diversité des capacités cognitives de cette notion – de la contradiction entre les diverses approches d'un même phénomène, ou simplement de la divergence des aspects de la réalité de ce phénomène que les différents systèmes théoriques retiennent et mettent en évidence ?

Troisièmement, l'étendue des applications méthodologiques de la notion d'interaction sociale est très grande, servant à atteindre différents objectifs théoriques : de la définition de l'objet d'étude de la sociologie (Tarde,

1890; Simmel, 1908; von Wiese¹; Dupréel, 1912, 1948) et l'argumentation de son autonomie disciplinaire (Dobriyanov, 1965; Michailov, 1965; Ochavkov, 1958; Yahiel, 1965; Guénov, 1981) jusqu'à son implication comme concept de base dans l'élaboration de systèmes théoriques (Parsons, 1951; Rocher, 1968; le symbolisme interactionniste) ou comme méthode de recherche (dans l'individualisme méthodologique), en passant par son usage pour préciser certaines catégories sociologiques telles les notions d'échange, de communication symbolique, de conflit de classes, de relations de rôles, etc. Il importe donc de révéler les «raisons d'être» des «métamorphoses» méthodologiques que la notion d'interaction sociale subit à travers les différents systèmes analytiques de la réalité sociale.

Dans ce contexte, il paraît pertinent de réexaminer la notion d'interaction sociale dans la complexité de ses équivalents empiriques et la spécificité des approches appliquées à son analyse afin d'aboutir à un *modèle formel d'explication sociologique*. Car, comme nous le montre bien la tradition sociologique, la notion d'interaction sociale reflète et articule les trois principaux dilemmes de la connaissance sociologique, à savoir individu-société, objectif-subjectif, microsocial-macrosocial, dont la remise à plat fait progresser la compréhension de la société.

Autrement dit, cet article vise à proposer un *point de vue synthétique* sur l'interaction sociale servant de base logique à un «schème d'intelligibilité»² des processus interactionnels concrets. Notre objectif repose sur le présupposé que les nombreux processus d'interaction dans la vie sociale sont de nature semblable et que leurs modalités d'apparition présentent des caractéristiques communes et identiques. Si ambitieuse qu'elle puisse paraître, cette finalité nous semble réalisable par le biais d'une réflexion critique sur les idées d'interaction sociale dans les différents courants de pensée sociologique, et d'une synthèse des deux principales orientations de recherche en sociologie, l'une fondée sur le principe de l'action sociale, l'autre sur le principe des relations sociales.

1 Pour la microsociologie des processus moléculaires de Léopold von Wiese, on s'appuie ici sur la *Sociologie* de René König (1972).

2 On se réfère ici à Jean-Michel Berthelot (1990) qui introduit le concept de «schème d'intelligibilité» dans l'explication sociologique pour désigner toute une «matrice d'opérations» susceptible de mettre en évidence aussi bien la logique interne que les réalités signifiantes d'un ensemble de faits, et par conséquent de surmonter l'opposition classique entre explication et compréhension (1990, 13–42).

1. La notion d'interaction sociale dans la tradition sociologique – bilan et interrogations

La conceptualisation sociologique de la notion d'interaction sociale est étroitement liée à l'histoire sociale et scientifique de la sociologie³. Dans son appareil terminologique, la notion en question apparaît pour la première fois à la fin du XIXe siècle en réponse à une nouvelle vision de la réalité sociale portant sur ses éléments microscopiques. L'évolutionnisme et le naturalisme jusqu'alors dominants cessent d'offrir des modèles satisfaisants de la société occidentale en plein essor économique qui dégage de plus en plus nettement le poids décisif de l'individu autonome, responsable de ses décisions et actions. A la société conçue comme «partie intégrante de l'ordre universel» ou «entité organique» se substitue la société vue du côté des individus, étant eux-mêmes en rapport actif les uns avec les autres. Les «processus interpersonnels» de G. Tarde, *Wechselwirkung* de G. Simmel, *Wechselbeziehung* de L. von Wiese, le «rapport social entre deux individus» d'E. Dupréel expriment en effet la rupture qui s'opère dans la vision de la société, et par conséquent, de l'objet d'étude de la sociologie à la fin du siècle dernier. Les rapports interpersonnels considérés sous l'angle de l'action réciproque des individus commencent à occuper le premier plan du tableau, et ce changement d'optique marque la cristallisation d'une nouvelle problématique en sociologie, à savoir l'étude de l'interaction sociale indépendamment de la sphère sociale où celle-ci se déroule.⁴

L'interaction sociale reçoit les bases théoriques et méthodologiques de son élaboration ultérieure dans les systèmes conceptuels de Durkheim et de Weber bien qu'elle n'y soit ni terminologiquement désignée ni soumise à une analyse explicite. Ayant construit, chacun de son côté, sa propre théorie du social, les deux classiques de la sociologie édifient en fin de compte le

3 Le présent aperçu des conceptions sociologiques de l'interaction sociale se limitera à l'évolution du statut cognitif de la notion étudiée en sociologie. Trois maillons logiques en seront distingués, à savoir l'*émergence de la notion*, sa *constitution en unité d'analyse* et sa *transformation en principe explicatif*. Les raisons de cette démarche à suivre sont simples. Dans leur ensemble, les trois aspects susmentionnés révèlent à la fois les caractéristiques propres au phénomène désigné, les idées théoriques à son sujet et le potentiel méthodologique de la notion même. C'est ainsi qu'on peut aboutir à des résultats portant sur les noyaux constitutifs de tout système théorique, à savoir le phénoménologique, le théorique, le méthodologique et l'épistémologique, et par conséquent, à reconstruire la richesse d'orientations paradigmatiques dans l'analyse d'un phénomène donné.

4 Que ce soient la culture ou la famille (Simmel), les groupes sociaux (von Wiese) ou les processus d'imitation (Tarde), l'intérêt sociologique est partout centré sur l'interaction sociale en tant que relation interpersonnelle.

cadre paradigmatique dans lequel l'interaction sociale sera désormais envisagée⁵. Schématiquement parlant, il est constitué de deux composantes complémentaires, l'une positiviste et holiste, privilégiant les fondements normatifs de l'activité en société, l'autre à dominante individualiste qui met l'accent sur l'univers subjectif de chaque action orientée vers et affectée par autrui.

S'appuyant sur ces deux axes de recherche, les courants de la pensée sociologique postérieurs témoignent d'un penchant constant pour la notion d'interaction sociale. Le processus de déplacement du centre d'intérêt sociologique vers les dimensions proprement humaines de la réalité sociale, commencé à la fin du XIXe siècle, se confirme comme une tendance stable dans la sociologie occidentale durant le XXe siècle. Mais l'optique est de nouveau modifiée. Les relations interpersonnelles sont déjà placées dans plusieurs cadres de référence, chacun de composantes différentes qu'elles soient les institutions, les valeurs, les normes, les significations symboliques, etc. Outre des sujets autonomes et indépendants, les individus deviennent des participants à des systèmes sociaux organisés et régis par des mécanismes de régulation politiques et culturels. L'image de l'individu isolé et monadologique (formant une monade) est remplacée par celle de l'individu perçu du point de vue des structures sociales.

Ce changement de perspective a d'importantes incidences sur la conceptualisation de la notion d'interaction sociale dont le statut cognitif évolue également. A partir des années 30, celle-ci se constitue comme une *unité d'analyse* dans une série de théories d'orientations méthodologiques différentes tels l'interactionnisme symbolique, la théorie de l'échange, le structuro-fonctionnalisme. Et là, la base analytique de la notion en question devient plus complexe et pluridimensionnelle que celle du début de son interprétation sociologique. Sont pris en considération non seulement l'ajustement symbolique de la communication interindividuelle (Mead, 1934; Blumer, 1969) mais aussi le fonctionnement des structures superindividuelles (Parsons, 1978; Blau, 1974). Le subjectif propre aux interactions micro-

5 Les contributions de Durkheim et de Weber à l'étude sociologique de l'interaction sociale ne consistent pas à lancer une vision de la société qui peut être projetée de façon plus ou moins inconditionnelle sur l'interaction comme phénomène social. Ils développent l'idée de la suprématie du collectif impersonnel (Durkheim, 1968) et celle de la prépondérance du subjectif interpersonnel (Weber, 1971) dans tout un système conceptuel intégrant des propositions générales, des démonstrations logiques et des méthodes appropriées. Ils apportent ainsi leur pierre fondamentale à l'investigation des phénomènes sociaux, ce qui les distingue nettement de leurs prédécesseurs et les rend précurseurs des deux perspectives de base en sociologie, à savoir l'objectivisme et le subjectivisme.

sociales est mis en rapport avec différentes caractéristiques macrosociales, telles les normes culturelles (Parsons), les attentes et les exigences de rôles (théories des rôles), les exigences de groupes (théories des groupes de référence). La tendance à la «conjugaison» de l'individuel spécifique et du social commun, à la construction d'un pont entre le niveau microsocial et le niveau macrosocial des processus interactionnels est de plus en plus tranchée.

Les années 70 introduisent une nouvelle modification dans l'utilisation sociologique de la notion d'interaction sociale. Celle-ci acquiert le statut de *principe explicatif*, et parvient ainsi à ce moment de son évolution qui dégage le plus clairement possible sa validité méthodologique. Ce sont les études de Boudon sur les inégalités scolaires (1973), le changement social (1984) et l'idéologie (1986), et celle de Crozier sur le comportement organisationnel des acteurs sociaux (1977) auxquelles revient le mérite de faire ressortir les capacités explicatives de la notion d'interaction sociale. Incorporée dans l'«individualisme méthodologique» de Boudon et dans l'«analyse stratégique» de Crozier, la notion d'interaction sociale surpasse son statut d'élément constitutif du tableau sociologique du monde et se transforme en instrument qui détermine le mode d'intelligibilité de la réalité sociale. Il ne s'agit pas là de monopolisme méthodologique, mais au contraire du potentiel explicatif d'une notion, basé sur les particularités du phénomène réel qu'elle désigne. Boudon et Crozier nous montrent incontestablement que les processus d'interaction sociale focalisent en eux le rapport entre la subjectivité des individus en action et l'objectivité de la situation dans laquelle ils se trouvent, les effets «émergents» de l'activité individuelle ou collective, les effets de l'influence coercitive qu'exercent les structures macrosociales sur les acteurs individuels, rationnels et intentionnels. Ceci dit, grâce à la notion d'interaction sociale, il est possible d'étudier des processus sociaux de nature et de niveau différents sans pour autant ignorer l'intentionnalité, le choix, l'anticipation, les préférences caractérisant les individus qui les font, ou les éléments macrosociaux de la situation d'«individus en interaction».

A cet aboutissement de la tradition sociologique, les recherches contemporaines ne font qu'ajouter des preuves. L'étude de différents aspects de la société d'aujourd'hui à l'aide de la notion d'interaction sociale, en qualité soit d'unité d'analyse soit de principe explicatif, sort de plus en plus souvent du cadre de la microdynamique pour se diriger vers le rapport entre les intérêts personnels des acteurs et les buts de l'action collective (Olson, 1978), entre les choix individuels et les conditions sociales de leur réalisation (Amadieu, 1989; David-Jougneau, 1988), ou bien vers le rapport entre les références normatives et le type d'interaction dans le groupe (Kellerhals,

Coenen-Huther, Modak, 1987), ou encore celui entre les capacités techniques, les moyens économiques et les forces collectives de l'organisation comme facteur à la fois de sa prospérité et de l'avancement de ses membres (Sainsaulieu, 1988). Il y a là la volonté de remédier à deux tendances souvent présentes dans l'analyse sociologique, à savoir celle à la généralisation consistant à imputer des caractéristiques propres à la conduite individuelle à des comportements collectifs, et celle au réductionnisme qui déduit les phénomènes collectifs de l'existence d'un intérêt commun à plusieurs groupes ou individus.

Pour ajouter une dernière nuance à cette brève présentation de la conceptualisation sociologique de la notion d'interaction sociale, on va s'arrêter rapidement à sa présence dans la sociologie des ex-pays socialistes. Pourquoi le fera-t-on ici, maintenant et séparément de l'esquisse portant sur l'évolution de la notion dans la sociologie occidentale ? La raison en devient compréhensible si l'on songe à l'histoire particulière de la sociologie est-européenne qui s'est déroulée au cours de ces quatre dernières décennies dans le contexte du globalisme cognitif du paradigme marxiste et des exigences idéologiques de l'Etat-parti communiste. Mais ce n'est pas le désir de faire pardonner une sociologie vécue, volontairement ou non, à l'écart du patrimoine des sciences sociales en Occident et aux Etats-Unis – complice, sciemment ou non, du régime totalitaire dans ses projets aux résultats jugés désastreux à titre posthume – qui nous pousse à jeter un regard rapide sur la sociologie de naguère à l'Est. Nous y sommes obligés, car, abstraction faite de son paradigme idéologisé, la sociologie dite marxiste⁶ élabore des modèles conceptuels qui ont trait à ce qui nous préoccupe ici.

Deux de leurs particularités méritent d'être soulignées. En premier lieu, les interprétations philosophico-historiques et systémiques de l'interaction sociale dominant depuis longtemps le champ de la sociologie marxiste. Le prisme sociologique ne fait que la présenter comme un mode d'existence de la forme sociale d'organisation du monde, comme un facteur assurant l'homéostasie et le bon fonctionnement de la société dans son intégrité, enfin comme un processus d'activité réciproque, étant lui-même déterminé en dernière instance par les rapports de production et régi par différentes formes de conscience publique. D'où l'accent mis sur les pratiques collectives dans les diverses sphères de la vie en société, sur le comportement des diverses classes, sur les rapports entre l'Etat et les collectivités de production.

6 En bref, par sociologie marxiste on entend l'ensemble des constructions théoriques fondées sur les principes du matérialisme historique de Marx, sur son analyse économique de la société capitaliste du XIXe siècle et sur le projet politique qui en découle.

La problématisation notamment sociologique de la notion d'interaction sociale se fait au fur et à mesure de l'émancipation disciplinaire de la sociologie dans la famille des sciences de l'homme à l'Est (Dobriyanov, 1965; Michailov, 1965; Ochavkov, 1958; Yahiel, 1965; Szczepanski, 1969). C'est le deuxième point important à souligner. En désignant les rapports de dépendance entre deux ou plusieurs acteurs sociaux, la notion d'interaction sociale se range parmi les concepts de base constituant l'appareil terminologique de la sociologie comme science (Szczepanski, 1969). Dans son acception de processus d'échange d'actions d'ordre différent, elle devient partie intégrante du modèle de la société comme système d'actions absolument indispensables à son existence et à son fonctionnement⁷ (Dobriyanov, 1965; Guénov, 1981; Michailov, 1965; Ochavkov, 1958; Yahiel, 1965). Bien que restée au niveau macrosocial et interprétée dans une perspective fonctionnaliste, la notion d'interaction sociale, telle qu'elle existe dans la sociologie marxiste, met en relief les aspects objectifs et impersonnels de l'interdépendance en société.

Même passée en revue, la tradition sociologique fait ressortir *l'idée de réciprocité* comme noyau dur des interprétations de la notion d'interaction sociale. L'interaction sociale est considérée comme une *inter*-relation entre différents agents sociaux qui se manifeste sous forme de processus d'influence et de conditionnement *réiproque* de leurs actions. Or, au-delà des modèles paradigmatiques, la notion exprime le fait d'un lien social caractérisant la vie en société (autrement dit, malgré les différences sociales, ou peut-être à cause d'elles, les gens existent, vivent et agissent nécessairement liés les uns aux autres), d'une part, et le fait que ce lien réiproque s'établit et se déroule sous une forme active (par les actions des individus et de leurs groupements sociaux), d'autre part. En d'autres termes, la notion d'interaction sociale reflète deux dimensions essentielles de la réalité sociale, à savoir sa modalité relationnelle et sa modalité actionnelle. D'où notre préoccupation primordiale d'englober, sur la base des acquis théoriques et méthodologiques de la tradition sociologique, ces deux dimensions dans une unité pour pouvoir mieux saisir l'entité et la spécificité de l'interaction comme un «fait social total».

7 Sur le plan macrosocial, il s'agit de cinq types d'action essentiels sans lesquels la société cesserait de fonctionner, à savoir la production de biens matériels, la création symbolique et spirituelle, la reproduction de la population, la gestion sociale et les communications.

2. Vers une réflexion synthétique

Etant une relation fondée sur la dépendance réciproque des actions des agents sociaux, l'interaction sociale se constitue comme une réalité qualitativement nouvelle, distincte aussi bien des actes, actions et activités particuliers des participants que de leur somme. Faisant partie de la réalité de l'interaction sociale, les éléments susmentionnés ne sont pas pour autant l'*interaction même*. Et dans le même temps, hors et indépendamment des processus qu'ils constituent, ces éléments cessent de présenter ce qu'est l'*interaction sociale*.

D'une autre façon, dans l'interaction sociale peuvent être distingués différents éléments, tels les sujets, les actes, les rapports, les relations, etc., qui par eux-mêmes et par leurs propres caractéristiques n'expriment pas l'essence de l'interaction sociale. Qui plus est, ces termes n'acquièrent leur caractère d'éléments de l'interaction que moyennant ce «tout» qu'ils forment. Or, en pensant l'interaction sociale seulement et uniquement par ses termes, on la détruit dans la mesure où ces termes deviennent inintelligibles hors du lien qui les rend éléments du «tout». Ceci étant, la nature relationnelle de l'interaction sociale est non seulement une de ses caractéristiques essentielles; sur le plan cognitif, elle s'avère un prisme d'analyse spécifique où les principes méthodologiques de la théorie générale des relations seront en vigueur. Il s'ensuit que l'intelligibilité sociologique de l'interaction sociale consiste à étudier non pas les éléments comme termes autonomes *du* et *dans* le «tout», mais *l'unité de base profonde* qui les rend éléments de cet ensemble. De façon générale, il s'agit de la *dépendance* qui s'instaure entre les individus et leurs groupements lors des activités différentes, et s'établit en outre comme un *lien réciproque*. Il se trouve donc que l'*idée de la dépendance réciproque* bien qu'elle soit une constante de toute une série de définitions et de conceptions de l'interaction sociale (Boudon, Bourricaud, 1982; Crozier, 1977; Guénov, 1986; Mendras, Forsé, 1983; Nicolov, 1982; Piaget, 1965; Touraine, 1974) est un problème analytique et non pas une vérité axiomatique pour la conceptualisation sociologique de la notion en question. L'*idée de réciprocité* n'a pas de valeur sociologique heuristique pour l'interprétation de l'interaction sociale jusqu'à ce que les questions suivantes soient résolues :

- a) Quels sont les facteurs et les conditions d'apparition de la dépendance réciproque entre sujets sociaux ?
- b) Quel est le principe constitutif de la dépendance sociale réciproque ?
- c) Quels sont les critères d'identification sociale de la dépendance réciproque ?

2.1 *Facteurs et conditions d'apparition de la dépendance sociale réciproque*

Par définition, les sujets sociaux, individuels et collectifs, deviennent dépendants les uns des autres lorsque l'activité des uns s'avère indispensable à celle des autres, et vice versa. Dans la mesure où l'activité de chaque acteur social suppose une certaine organisation des rapports sociaux⁸, cette dernière, de par sa nature et son degré de développement, conditionne de façon plus ou moins décisive l'émergence de liens de dépendance entre certains acteurs sociaux, leurs paramètres, caractère, intensité, mode de fonctionnement. Tout compte fait, la question des facteurs et des conditions d'apparition de la dépendance réciproque entre acteurs sociaux, c.-à-d. de l'interaction sociale, se présente en effet comme une question portant sur ces rapports sociaux historiquement situés et organisés qui définissent le champ de son apparition. Ce point de vue adopté, l'interaction sociale peut être définie en première approximation comme une *forme d'interrelation transversale*. En s'interposant entre les rapports sociaux dans lesquels les sujets existent et agissent, l'interaction sociale les relie d'une certaine façon au deuxième degré.

2.2 *Principe constitutif de la dépendance réciproque en société*

Fondée sur la dépendance réciproque des partenaires, l'interaction sociale se réalise dans et par le moyen de leurs activités. Qu'est-ce qui fait que l'activité de chaque partenaire devient la condition interne sans laquelle celle de l'autre est impossible ? Autrement dit, quel est le facteur constitutif de la dépendance dynamique qui s'établit entre les sujets ?

La réponse à cette question s'appuie sur trois postulats : a) l'activité des sujets sociaux est toujours orientée vers un objet, qu'il s'agisse d'un bien matériel, d'une ressource symbolique ou d'une caractéristique personnelle; b) les sujets agissent de façon intentionnelle avec des degrés différents de prise de conscience des buts poursuivis; c) les sujets sociaux possèdent la capacité d'élaborer des stratégies de comportement et de les adapter aux situations qu'ils sont contraints d'affronter.

Ceci dit, on peut admettre que ce qui fait conjuguer les actions des sujets est un *objet commun* qui en confrontant les sujets avec eux-mêmes, les rend liés et déterminés mutuellement les uns par rapport aux autres. Cet objet

8 Par organisation des rapports sociaux, on entend ici toute structuration de l'espace social à laquelle les sujets sont confrontés, quelle que soit sa forme concrète : entreprises, institutions politiques, organisations professionnelles, bureaucraties publiques ou privées, etc.

commun d'action peut être un événement, un mouvement, une information, un rapport de pouvoir, un moyen de travail et toute autre chose existant hors et indépendamment des sujets, ou bien des caractéristiques, des qualités, des ressources des sujets eux-mêmes; bref, tout élément de la réalité objective ou subjective de la vie en société. Hypothétiquement parlant, l'objet commun d'action peut revêtir d'innombrables manifestations concrètes. Mais en réalité, ce qui fait sa force constitutive dans un processus d'interaction sociale, c'est *son caractère socialement valable et subjectivement important*.

Ces deux prédicats visent des caractéristiques essentielles de l'objet commun d'activité. Tout d'abord, ils le montrent comme un produit social, comme un résultat de l'évolution de l'activité humaine. En tant que tel, il possède des significations élaborées au cours de différentes expériences sociales. Ce sont en effet ces significations qui révèlent la valeur socio-pratique de l'objet comme une sorte de point de convergence des activités de sujets divers. En somme, ce n'est qu'en tant que porteur de significations valables dans une société donnée, et précieuses pour les sujets, que l'objet en question devient l'élément organisateur de la dépendance réciproque. Celle-ci peut survenir lors de la «production», de la «répartition», de l'«échange» et de la «consommation» du contenu que l'objet incarne et exprime. Qui plus est, la dépendance met en jeu différentes propriétés individuelles des partenaires. Ainsi, autour de l'objet commun à l'activité des sujets et important pour leur existence, se crée un réseau de dépendances réciproques dans lequel peuvent être distingués trois groupes principaux, à savoir *dépendance entre les intérêts des partenaires, dépendance entre leurs ressources et dépendance entre leurs positions sociales ou statuts*. Inutile de dire que les intérêts des sujets peuvent être aussi bien contradictoires que complémentaires et varier au cours de l'interaction même (par ex. les intérêts des partis politiques lors d'une campagne électorale), et leurs ressources et positions – plus ou moins inégales ou identiques⁹. Ce qu'il

9 Au sens large du mot, les ressources sont toutes choses dont dispose le sujet en vue d'accomplir une action quelconque. Une partie des ressources des individus dépend de leurs positions sociales aussi bien à l'égard de leur efficacité que de leur acquisition et mise en oeuvre. Par exemple, en qualité de ressource importante, l'information est inégalement distribuée parmi les sujets de différents niveaux de la pyramide sociale dans la société totalitaire de type communiste. Elle est centrée dans les mains du sujet dominant, savoir la haute *nomenklatura* de l'Etat-parti, qui, par la force de son statut de monopole dans la société toute entière, se transforme en unique porteur et «créateur» d'information. C'est lui qui la produit, retient, diffuse. C'est lui aussi qui peut «absorber» et même modifier l'information venant des autres sujets sociaux. Ainsi, le manque d'information, l'information «épargnée», l'information improbable caractérisent non pas l'un des sujets en interaction mais leur dépendance par rapport à l'une de leurs ressources, en l'occurrence l'information. D'autre part, chaque position sociale comporte des ressources en pouvoir, argent, information, autorité, etc., et lors d'un processus d'interaction se transforme elle-même en ressource.

importe de souligner c'est qu'il existe une corrélation entre ces trois groupes de dépendances. De façon générale, la satisfaction des intérêts des sujets interagissant et leur mode de satisfaction sont fonction des deux autres types de dépendances. Ces derniers, de leur côté, sont conditionnés par le type d'organisation des rapports sociaux. Quoique cette proposition soit déjà axiomatisée, il arrive souvent qu'on ignore sa vraie valeur explicative. Le système de rapports sociaux n'est pas simplement le milieu naturel hors et indépendamment duquel les ressources et les positions des sujets sont impossibles et inexistantes. Le système de rapports sociaux, de par son organisation spécifique, fait *valider et valoriser* les ressources et les positions sociales créées au fil de son évolution historique. C'est ainsi que des ressources et des positions sociales de même nature peuvent avoir des significations particulières et un poids spécifique dans les différents types de sociétés ou pendant les diverses périodes de l'évolution d'une même société nationale. L'exemple le plus significatif de l'hypertrophie des ressources et des positions sociales des individus est le «deuxième réseau de rapports sociaux», encore appelé la «structure cachée» ou le «réseau de pistons», dans la société dite socialiste du passé récent des pays de l'Est (Raïtchev, 1985). Il s'agit là d'un ensemble de rapports sociaux spécifiques qui existe au sein de tous les rapports sociaux de la structure officielle de la société «socialiste», et qui plus est, se nourrit de la structure officielle. Dans la mesure où cette structure est unidimensionnelle (il n'y a qu'un seul principe constitutif, à savoir celui du pouvoir politique) et unique (pas de contrepoids quels qu'ils soient), chacune des ressources et des positions qu'elle offre devient facilement contournable et abusable lorsqu'un besoin autre que politique doit être satisfait. En parasitant sur la structure officielle, le «deuxième réseau de rapports sociaux» modifie la valeur et la force des ressources et des positions offertes en échange dans un processus d'interaction sociale.

Il est donc à noter que la dépendance réciproque se manifeste envers différentes caractéristiques des sujets, dont la portée sociale et la valeur subjective, variant au cours du temps et selon les types d'organisation des rapports sociaux, exercent une influence considérable sur la force et le caractère de la dépendance même. En réalité, la dépendance réciproque n'est jamais synonyme d'égalité, d'équilibre, d'équivalence. Restant réciproque, elle peut être symétrique ou asymétrique, structuro-fonctionnelle ou intentionnelle (Szczepanski, 1969), verticale ou horizontale. Et dans cette multitude de traits contradictoires, il devient nécessaire de poser les questions suivantes :

Quelles sont les limites réelles de la dépendance réciproque constituant l'interaction sociale, et où se situent-elles ? A partir de quel moment la dépendance entre les sujets interagissant cesse-t-elle d'être réciproque, et se transforme-t-elle en dépendance unilatérale sous forme de domination, de soumission, de contrainte ou de pression ?

Ces questions nous amènent au troisième aspect de l'interprétation de la dépendance réciproque proposée ici, à savoir le problème du *critère d'identification sociale de la dépendance réciproque* qui sera abordé ci-dessous.

2.3 *Critère d'identification sociale de la dépendance réciproque*

Elucider ce problème ferme le cercle de la réflexion sociologique sur l'interaction sociale dans le cadre conceptuel de l'analyse présente.

Selon nous, une des limites de la dépendance réciproque peut être le *contrôle social* tel qu'il est conçu actuellement à la suite de nombreuses recherches en sciences de l'homme et en sciences de la nature effectuées depuis la seconde décennie du XXe siècle¹⁰. Dans son acception moderne, le contrôle social est ce qui met le comportement des membres d'une société en conformité avec «un ensemble de règles et de principes prescrits et sanctionnés» (Boudon, Bourricaud, 1982, 112). Mais pour que cela se réalise, il faut qu'il y ait un modèle normatif commun auquel les membres de cette société s'identifient (ibid.). De par sa nature, le contrôle social implique une instance de réciprocité, car en l'absence de principes communs à suivre, les règles que le contrôle social est censé sanctionner deviennent arbitraires, voire inapplicables (ibid.). Pour ce qui est de l'interaction sociale, on pourrait alors dire que la réciprocité de la dépendance entre les sujets interagissant se termine là où commence l'impossibilité de contrôle de part et d'autre. La dépendance entre acteurs objectivement indispensables l'un à l'autre (par ex., la société civile-l'Etat, les citoyens-les institutions publiques) dégénère en dépendance unilatérale avec des conséquences négatives lorsque l'un des acteurs se trouve dépourvu de possibilité d'exercer une emprise sur l'autre à l'aide de moyens de contrôle institutionnalisés ou non, mais toujours mutuellement reconnus et sanctionnés dans une société donnée.

10 Le mérite d'entreprendre cette piste de réflexion revient entièrement à Boudon et à Bourricaud dont l'analyse critique de la notion de contrôle social (1982) nous servira à argumenter la thèse qui sera défendue ici.

En poussant le raisonnement encore plus loin, on peut en conclure que la réciprocité est une caractéristique inhérente au contrôle social. Ainsi entendu, le contrôle social apparaît de la manière qu'il rétablit l'«absolu» de la dépendance réciproque dans un processus d'interaction sociale. Mais ce qui importe de plus, c'est qu'il s'avère un indicateur, une condition extrême, une caution du caractère réciproque de la dépendance qui s'instaure entre les sujets en interaction. Contenant un code de valeurs et de normes commun à tous, des obligations communes et réciproques, il préserve chaque participant au processus interactionnel des abus, de la violence, de la contrainte de la part du partenaire. Il place des sujets objectivement inégaux dans un rapport d'équité sociale en bloquant l'éventualité que l'un d'eux puisse user sans bornes de ses chances et de ses avantages sociaux. En un mot, il peut être tenu comme un correctif des dépendances entre les intérêts, les ressources et les positions des sujets, qui vise à relativiser les différences sociales.

Du point de vue pratique, cette particularité du contrôle social soulève une série de questions portant sur son mode de fonctionnement. Les règles, les normes, les lois en vigueur dans une société sont-elles valables pour tous ses membres ? Sont-elles applicables à tous de façon univoque ? Les différentes couches sociales bénéficient-elles au même degré d'accès aux mécanismes de contrôle social publiquement et légitimement reconnus dans la société ? Ces questions s'avèrent cruciales dans la période de transformation économique, politique et idéologique que les sociétés est-européennes traversent. Après avoir longtemps vécu dans le contexte de domination quasi totale d'un seul sujet social, à savoir la *nomenklatura* de l'Etat-parti communiste, les populations de ces sociétés se trouvent de nouveau confrontées à une réalité dans laquelle certaines catégories sociales échappent aux règles en cours. L'inflation galopante, le nombre croissant des délits dont les coupables restent inconnus, le détournement de fonds publics, la privatisation «cachée» et «illégale»¹¹ sont révélateurs d'une nouvelle configuration des sujets sociaux où les différents groupes élitaires, qu'ils soient politiques, industriels, financiers ou syndicaux, renforcent les «crédits» de leurs fortes positions sociales en dépit des changements législatifs censés garantir la participation libre et autonome de tous aux processus de

11 On accepte ici la distinction entre privatisation «cachée» et privatisation «illégale» que certains économistes introduisent pour mieux désigner les pratiques économiques en cours dans les sociétés est-européennes. Formellement légale, la privatisation «cachée» se développe sur la base d'actes normatifs dont le contenu ne respecte pas les exigences de moralité, de transparence et de concurrence, tandis que la privatisation «illégale» vise des transferts de propriété contraires à la législation en vigueur (Keremidchiev, 1993).

restructuration économique et politique. Quand et comment les vastes couches sociales dominées d'autrefois, amorphes et désintégrées aujourd'hui, réussiront-elles à faire une brèche dans une structure qui sans être plus unidimensionnelle, reste encore d'accès restreint et limité ? C'est une question à haut degré d'incertitude dont la réponse est pourtant essentielle pour l'issue du projet de transformation démocratique de la société post-totalitaire qui semblait être unanimement approuvé il y a cinq ans.

Pour ce qui nous intéresse ici, la dernière question évoque les problèmes de l'étendue et des limites du contrôle dans un processus d'interaction sociale, de la liberté et de l'autonomie de l'individu, de la nature des moyens de contrôle dont celui-ci dispose, du rapport entre les positions de pouvoir et les ressources de contrôle des sujets en interaction. Tous ensemble, ces problèmes renvoient à des situations où – de même que l'efficacité du contrôle social doit être recherchée dans l'élargissement de la base sociale des pratiques alternatives –, la qualité de ces pratiques doit être évaluée à l'aune des garanties de contrôle légitime dévolues à tous les participants.

3. Vers un modèle formel de l'interaction sociale

Suite à l'analyse qui vient d'être présentée, l'interaction sociale peut être définie comme un processus de dépendance réciproque entre sujets, individuels ou collectifs, constitué sur la base d'un objet d'intérêt commun et d'importance particulière pour leur existence et leur développement. C'est autour de cette vue sur l'interaction sociale que s'organisera la tentative de construction d'un modèle analytique destiné à expliquer toute dépendance réciproque et dynamique entre sujets sociaux, abstraction faite de ses modalités historiques et de sa portée sociale.

Sur la base des moments principaux de la réflexion précédente, quelques éléments essentiels d'une structure abstraite de l'interaction sociale peuvent être distingués, à savoir l'*organisation des rapports sociaux*, l'*objet commun d'activité*, la *stratégie d'action des sujets sociaux*, le *contrôle social*, et les *résultats de l'interaction sociale*.

L'*organisation des rapports sociaux* exprime à la fois le type des rapports par lesquels les sujets sont liés les uns aux autres et le mode de leur enchaînement. Elle est porteuse de la structure du système relationnel dans lequel les sujets sont insérés, ou dans le langage de Boudon, de la «structure du système d'interdépendance» (Boudon, 1979). Il s'agit plus précisément de cet ensemble de données macrosociales qui caractérisent la situation

d'interaction et définissent le champ d'action possible des sujets interagissants. L'organisation des rapports sociaux revêt deux aspects essentiels, l'un statique, et l'autre dynamique. Sa dimension statique est liée aux structures et mécanismes d'ordre macrosocial et impersonnel, élaborés et cristallisés progressivement lors de l'évolution d'une société. De par leur nature, ceux-ci s'instaurent comme des conditions préétablies de l'activité des sujets et s'impose à eux sous forme de contraintes sociales. La dimension dynamique de l'organisation des rapports sociaux relève des relations que les sujets créent eux-mêmes au cours du déroulement du processus interactionnel. Dotés d'autonomie et d'intentionnalité, ils s'approprient le cadre institutionnel des rapports sociaux pour le mettre au service de leurs objectifs et intérêts propres. Au risque de personnaliser l'interaction sociale, on peut donc admettre qu'en se constituant à travers les rapports sociaux déjà existants, celle-ci «tend» à les reproduire, conserver, modifier, restructurer. C'est là que réside le caractère particulièrement complexe de la notion étudiée. Née dans le cadre objectif d'une organisation des rapports sociaux, l'interaction sociale le transcende par la subjectivité de ses participants.

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'*objet social* n'articule les actions des différents sujets qu'en sa qualité de centre commun de leurs intérêts. C'est l'ensemble de ses significations socialement élaborées et reconnues – et subjectivement importantes – qui met en rapport les sujets et déclenche le processus de construction d'une stratégie d'action destinée à assimiler l'objet de la part de chaque acteur social.

La *stratégie d'action* est la projection subjective de l'ensemble des intérêts, des ressources et des positions du sujet, considérés une première fois par rapport aux mêmes caractéristiques des partenaires, et une deuxième fois par rapport aux propriétés du champ institutionnel de leurs actions. La stratégie d'action reflète la manière dont le sujet aperçoit et valorise sa propre attitude à l'égard de l'objet commun d'activité ainsi que celle de ses partenaires. Chaque sujet en situation d'interaction modifie et guide son comportement en fonction de la dynamique de plusieurs variables relationnelles dont les plus importantes sont l'équilibre/le déséquilibre des ressources matérielles et culturelles des différents sujets, la hiérarchie des positions de pouvoir, la symétrie/la dissymétrie des intérêts des partenaires, la coïncidence/la divergence de leurs systèmes de valeurs, entre autres. La confrontation des stratégies d'action propres à chaque sujet de l'interaction sociale révèle l'existence des inégalités, tant naturelles que socialement produites. Les surmonter dans une certaine mesure devient possible par le biais du *contrôle social*. Légitimement instauré et publiquement accessible

à tous¹², il contribue à l'équilibre dynamique des rapports de force qui animent un processus d'interaction sociale.

Les *résultats de l'interaction sociale* sont les changements survenus après que les sujets participants aient réalisé leurs stratégies d'action destinées à assimiler l'objet commun d'activité. Les changements sont observables chez les sujets eux-mêmes ainsi que dans le système des rapports sociaux qui est le siège de leurs actions. Ceci dit, les critères d'évaluation des résultats atteints doivent différer. Quant aux sujets, les résultats de l'interaction sociale peuvent être évalués selon un critère composé, à savoir la satisfaction/l'insatisfaction des intérêts des sujets à l'origine de leurs stratégies d'action accompagnée des possibilités de libre développement de chacun. Cela s'avère un impératif pratique, étant donné les nombreux cas où des intérêts d'un sujet ayant mis en oeuvre un processus d'interaction sociale, se réalisent au détriment du libre épanouissement, soit du même sujet (mais dans d'autres processus d'interaction sociale), soit de ses partenaires dans le processus en question. A titre d'illustration, on mentionnera le cas des petits entrepreneurs, très répandu actuellement dans les pays est-européens. Les bénéfices qu'ils réalisent sont le résultat d'une concentration maximale d'efforts dans le domaine des affaires au dépens des investissements dans les activités récréatives ou dans les rapports familiaux, parentaux, amicaux. En ce qui concerne le système de rapports sociaux, les résultats de l'interaction sociale peuvent être mesurés aux processus sociaux qu'une interaction donnée engendre dans le système lui-même. De leur côté, les processus sociaux diffèrent, comme le suggère Boudon, selon le «*type de relation de causalité*» (1979). Il distingue trois types principaux de processus sociaux qu'une interaction peut provoquer, à savoir processus reproductifs, processus cumulatifs et processus de transformation (ibid), tout en insistant sur la production des «*effets émergents*» qui, sans être recherchés par les acteurs, naissent du fait de leur interdépendance (ibid).

4. Pour conclure

Exprimant un point de vue sur l'interaction sociale, le modèle proposé suggère la logique d'une explication possible. Ainsi l'analyse sociologique des cas concrets d'interaction sociale consistera à élucider les questions suivantes : *Comment et pourquoi, dans un système de rapports sociaux, un fait social devient-il objet commun d'actions de différents sujets sociaux ?*

12 L'accessibilité concerne, bien entendu, les mécanismes et les moyens de contrôle social.

Comment s'opère l'assimilation de cet objet de la part de chaque participant au processus interactionnel, ou autrement dit, quelles sont les stratégies d'action mises en oeuvre par les sujets en situation d'interaction ? A quoi aboutit un processus d'interaction sociale aussi bien pour les acteurs que pour le système de rapports sociaux dans lequel ils agissent ?

La réponse sera sans doute différente selon la vision de la société, des sujets sociaux et du rapport entre eux. Compte tenu de l'optique adoptée ici, nous mentionnerons seulement que la clarification des questions posées devra être cherchée à travers le rapport constant et dynamique entre la subjectivité socialement façonnée des sujets, d'une part, et l'univers intentionnellement construit du système de rapports sociaux, d'autre part; rapport pris lui-même dans sa complexité et dans l'équilibre fragile qu'il instaure entre emprise normative et autonomie individuelle.

Sur le plan méthodologique, cela implique une réévaluation de la stratégie de recherche observable jusqu'à maintenant dans les études sur l'interaction sociale. La démonstration développée ici nous donne des raisons de conclure que l'étude sociologique de l'interaction sociale exclut tout monopole de méthodes et d'approches. Autrement dit, l'explication sociologique des processus sociaux en tant qu'interaction nécessite à la fois une analyse macrosociale du système de rapports sociaux dans lequel les sujets agissent, une analyse «compréhensive» de l'intersubjectivité et une analyse situationnelle de la dynamique de l'interdépendance, sans ignorer pour autant les acquis théoriques des différentes disciplines sociologiques, si le cas l'exige.

L'idée de pluralisme méthodologique dans l'étude sociologique des processus d'interaction sociale resterait cependant abstraite et inefficace si un problème essentiel n'était pas résolu. Pourquoi, dans un cas concret, le sociologue procèdera-t-il à la mise en articulation de telles ou telles approches et méthodes de recherche ? Au-delà des arguments relevant de la logique du raisonnement scientifique, il est question là d'une nouvelle tournure d'esprit sociologique. Pour arriver à une analyse pertinente d'un phénomène social quel qu'il soit, le sociologue doit *sociologiser* sa propre attitude à l'égard de l'objet d'étude. Pour ce qui est de l'interaction sociale, cela signifie qu'il doit tenir constamment compte de trois faits essentiels :

- les raisons qui conditionnent le choix de l'optique d'analyse d'une situation d'interaction donnée sont non seulement cognitives mais aussi sociales;

- l'interprétation sociologique d'un phénomène social comme processus d'interaction est en fait une concrétisation de l'autobiographie sociale du sociologue lui-même;
- la réalité sociale concrète «ne correspond jamais entièrement à un type sociologique, ce qui permet de construire l'objet social de plusieurs manières complémentaires à la fois» (Touraine, 1986, 139).

Pris en considération, ces trois points pourraient, nous semble-t-il, mener vers le rayonnement diversifié d'une sociologie de l'interaction sociale ayant été si longtemps soit subjectiviste et microcentrée, soit systémique, impersonnelle et dépersonnalisée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amadiou J.-F. (1989), Essai d'analyse interactionniste de la désyndicalisation. Le cas de la fonction publique en France, *Revue française de Science politique*, 2, 133–153.
- Berthelot J.-M. (1990), *L'intelligence du social*, Presses Universitaires de France, Coll. Sociologie d'aujourd'hui, Paris.
- Blau P. M. (1974), *On the Nature of Organizations*, John Wiley and Sons, New York, London, Sydney, Toronto.
- Blumer H. G. (1969), *Symbolic Interactionism*, Englewood Cliffs : Prentice Hall, New Jersey.
- Boudon R. (1973), *L'inégalité des chances*, Armand Colin, Paris.
- Boudon R. (1979), *La logique du social*, Hachette, Paris.
- Boudon R. (1984), *La place du désordre*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Boudon R. (1986), *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Fayard, Coll. Idées-Forces, Paris.
- Boudon R. & Bourricaud F. (1982), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Crozier M. (1977), *L'acteur et le système*, Editions du Seuil, Paris.
- David-Jougneau M. (1988), La dissidence institutionnelle : une approche sociologique, *Revue française de Sociologie*, 3, 471–500.
- Dobriyanov V. (1965), Za predmeta i sistemata na sotziologuiata (Pour l'objet d'étude et le système de la sociologie), *Bulletin de l'Institut de philosophie*, XI, 109–138, (en bulgare).
- Dupréel E. (1912), *Le rapport social. Essai sur l'objet et la méthode de la sociologie*, Alcan, Paris.
- Dupréel E. (1948), *Sociologie générale*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Durkheim E. (1968), *Les règles de la méthode sociologique*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Guénov N. (1981), Sotzialnoto vzaimodeistvié i poznavatelnité zadatchi na soziologuiata (L'interaction sociale et les tâches cognitives de la sociologie), *Problèmes sociologiques*, 5, 37–48, (en bulgare).
- Guénov N. (1986), *Ratzionalnost i sotziologuia (Rationalité et sociologie)*, Editions de l'Académie Bulgare des Sciences, Sofia, (en bulgare).

- Kellerhals J., Coenen-Huther Jo., Modak M. (1987), Stratification sociale, types d'interactions dans la famille et justice distributive, *Revue française de Sociologie*, XXVIII, 217–240.
- Keremidhtchiev S. (1993), Les premiers pas de la privatisation en Bulgarie, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 3–4, 237–255.
- König R. (1972), *Sociologie*, Flammarion, Paris.
- Mead G. H. (1934), *Mind, Self and Society*, University of Chicago Press, Chicago.
- Mendras H., Forsé M. (1983), *Le changement social*, Armand Colin, Paris.
- Michaïlov S. (1965), Obtsestvoto kato sotziologitcheska sistema (La société en tant que système sociologique), *Bulletin de l'Institut de philosophie*, XI, 69–93, (en bulgare).
- Nikolov L. (1982), *Strouktourité na tchovechkata deïnost* (Les structures de l'activité humaine), Partizdat, Sofia, (en bulgare).
- Ochavkov V. (1958), *Istoritcheskiyat matérializam i sotziologuiata* (Le matérialisme historique et la sociologie), Editions de l'Académie Bulgare des Sciences, Sofia, (en bulgare).
- Olson M. (1978), *Logique de l'action collective*, Presses Universitaires de France, Paris.
- Parsons T. (1951), *The Social System*, The Free Press, New York.
- Parsons T. (1978), *Action Theory and Human Condition*, The Free Press, New York.
- Piaget J. (1965), *Etudes sociologiques*, Droz, Genève.
- Raïtchev A. (1985), *Mladata litchnost i «malkata pravda»* (La personne jeune et la «petite vérité»), Jeunesse populaire, Sofia, (en bulgare).
- Rocher G. (1968), *Introduction à la sociologie générale. 1. Action sociale*, Editions HMH, Ltée.
- Sainsaulieu R. (1988), *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Dalloz, Paris.
- Simmel G. (1908), *Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Leipzig.
- Szczepanski J. (1969), *Elementarnié ponyatiya sotziologuii* (Concepts de base en sociologie), Progress, Moscou, (en russe).
- Tarde G. (1890), *Les lois de l'imitation*, Alcan, Paris.
- Touraine A. (1974), *Pour la sociologie*, Editions du Seuil, Paris.
- Touraine A. (1986), Sociologies et sociologues, in Guillaume M. sous la direction, *L'état des sciences sociales en France*, Editions La Découverte, Paris, 134–143.
- Weber M. (1971), *Economie et société*, Plon, Paris.
- Yahiel N. (1965), *Gradat i seloto – sotziologuitcheski aspekti* (La ville et la campagne – aspects sociologiques), Partizdat, Sofia, (en bulgare).

Adresse de l'auteur :

Svetla Koleva

Institut de sociologie de Sofia, Académie Bulgare des Sciences
13 A, rue Moskovska, 1000 Sofia – Bulgarie

Grundriss der Geschichte der Philosophie

Begründet von Friedrich Ueberweg. Völlig neubearbeitete Ausgabe

Die Philosophie der Antike Band 4: Die hellenistische Philosophie

Herausgegeben von Hellmut Flashar

Behandelt werden *Epikur*, der mit rationalen Argumenten die Grundlagen für ein glückliches und sicheres Leben schaffen zu können meinte, die *Schule Epikurs*, ihre Entwicklung und ihr Einfluss auf das römische Denken bis hin zu *Lukrez*, der Philosophie und Dichtung zu einer eindrücklichen Einheit verschmolzen hat. Es folgen Darstellungen der *Stoa*, die mit ihrer strengen Tugendethik ein wichtiger Widerpart des Epikureismus war, der *Skepsis*, ausgehend von Pyrrhon aus Elis über die jüngere Akademie, in der erkenntnistheoretische Erörterungen in den Vordergrund rückten, bis hin zu Antiochos aus Askalon und seiner Rückwendung zu Platon. Den ersten Gesamtüberblick über die hellenistische Philosophie bietet *Cicero*, der in seiner kritischen Auseinandersetzung mit der griechischen Schulphilosophie zu einer eigenen Version der akademischen Skepsis gefunden hat.

Grundriss der Geschichte der Philosophie

Die
Philosophie der Antike
4

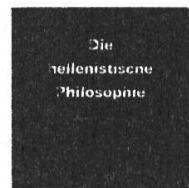


Schwabe & Co. AG · Verlag · Basel

1994. 2 Halbbände.
XXVI, 1272 Seiten.
Leinen. Fr. 290.–
DM 348.–/öS 2710.–
ISBN 3-7965-0930-4

Grundriss der Geschichte der Philosophie

Die
Philosophie der Antike
4



Schwabe & Co. AG · Verlag · Basel



Schwabe & Co. AG · Verlag · Basel

Auslieferung: Postfach · CH-4132 Muttenz
Tel. 061/461 30 01 Fax 061/461 25 00